

Les derniers dossiers qui fâchent les “suédois”

Quand le ton docte de Koen Geens irrite l'Open VLD...

On est vraiment très proche d'un accord, les congrès de participation des partis sont d'ailleurs en préparation”, confie une source “suédoise”. Pourtant, les négociateurs viennent de connaître l'une de leurs premières vraies crises (ttes) qui a dû être aplanie par des contacts entre présidents de parti. Mardi soir, CD&V et Open VLD se sont en effet frittés en réunion plénière : l'hypersensible dossier Arco (lire ci-dessous) était au cœur de la dispute. Mais libéraux et sociaux-chrétiens flamands se sont surtout opposés sur les dossiers fiscaux. En particulier, sur la réforme de l'impôt des personnes physiques (IPP). Le VLD aurait voulu, dit-on, supprimer le coefficient conjugal qui permet à un couple marié de subir moins de pression fiscale. Face à cette idée, le sang des négociateurs CD&V n'a fait qu'un tour : c'est non...

Grave ? Non. Le gouvernement “suédois” est quand même en vue. Evidemment, on entre dans la phase de dramatisation. Ceux qui ont le plus à perdre dans la future coalition (le CD&V, qui souffre sur son aile gauche...) poussent leurs partenaires dans leurs derniers retranchements pour tenter d'obtenir le plus possible.

Grosse fatigue...

C'est classique. La “suédoise” n'est pas remise en

question par cette passe d'armes libéralo-sociale-chrétienne. D'ailleurs, les techniciens du CD&V étaient bien présents lors de la réunion du groupe de travail “Fiscalité” organisée mercredi matin. La porte n'a pas été claquée si lourdement... Mais les négociateurs commencent à fatiguer : on s'agace plus volontiers des petites et grandes concessions nécessaires pour aboutir à un accord global qui reposera forcément sur un gros tas de compromis. Exemple : toujours lors de cette fameuse

réunion tendue, il nous revient que l'une des causes du conflit tenait dans le ton un peu trop docte de Koen Geens. La présidente de l'Open VLD, Gwendolyn Rutten, aurait perdu son calme face à la posture fort “professorale” de Koen Geens (un expert reconnu en matière de finances publiques et de fiscalité). Elle aurait aussi canonné de questions les représentants du CD&V sur leurs très nombreuses fiches “fiscalité”...

Le CD&V a également une part de responsabilité dans la “crisette” de mardi soir : ce parti centriste se sent mal à l'aise et isolé côté flamand face à une alliance idéologique de la N-VA et de l'Open VLD. Pas seulement sur les dossiers socio-économiques mais aussi sur les questions sécuritaires. Face à cet axe, les sociaux-chrétiens flamands ont peur de perdre leur rôle de parti-pivot de la future coalition. Ils ont donc montré les dents.

F.C. et A.C.

Arco	Fiscalité	Gouvernement	Compétitivité	Budget
<p>L'ombre de la crise bancaire</p> <p>Poison. Le dossier Arco empoisonne l'air depuis des semaines. C'est l'une des vaches sacrées du CD&V dans ces négociations. Normal : Arco était le bras financier du Mouvement ouvrier chrétien et cette société coopérative, actionnaire de l'ex-Dexia, a été emportée en 2011 par la crise bancaire. Toute la question est de savoir si l'Etat belge va mettre la main au portefeuille pour couvrir les particuliers qui avaient investi dans Arco comme les épargnants. Koen Geens (actuel ministre des Finances CD&V et négociateur) a soumis aux “suédois” une proposition d'aide aux coopérateurs. Mais tout le monde n'a pas envie de faire supporter aux finances publiques une telle solidarité...</p>	<p>Un combat idéologique</p> <p>Capitalisme. Officiellement, tous les partenaires de la “suédoise” veulent baisser les impôts, majorité de centre-droit frappée du sceau libéral oblige... Mais le CD&V et le MR sont un peu moins radicaux que la N-VA et l'Open-VLD sur la fiscalité. Disons que les libéraux francophones et les sociaux-chrétiens flamands ont conscience qu'il faudra aussi trouver des ressources nouvelles pour boucler les budgets de cette législature. Par exemple, le CD&V pousse pour obtenir une taxation sur les plus-values boursières, ce qui déplaît aux autres formations car il s'agirait d'une sorte d'impôt sur le capitalisme. Le CD&V donne à nouveau des gages à son aile gauche et ça perturbe les discussions.</p>	<p>Les compétences qu'on s'arrache</p> <p>Marchandage. Contrairement à ce que l'entourage des négociateurs affirme, ça discute ferme sur la répartition des compétences ministérielles. Le problème, c'est que certains maroquins sont réclamés par tout le monde ou presque : Intérieur, Justice, Finances, Budget, Affaires étrangères... Ces compétences donneront du pouvoir, du prestige, de la visibilité médiatique et de la popularité aux ministres qui auront la chance de pouvoir les gérer. Il va falloir arbitrer tout cela et il y aura des malheureux, forcément. Le MR, seule formation francophone, doit aussi verrouiller pour lui-même certains ministères stratégiques pour s'assurer que les Flamands ne vont pas tout rafler.</p>	<p>Le symbole du saut d'index</p> <p>Inutile ? Parmi les spécificités belges : l'indexation automatique des salaires... Les entreprises le vivent mal car cela pèse sur les coûts salariaux et sur leur compétitivité. Du coup, N-VA et Open-VLD veulent, au moins, un saut d'index. La mesure aurait une valeur symbolique. Le CD&V, plus centristes, et le MR, qui n'a pas envie d'affronter l'opinion francophone sur une mesure potentiellement impopulaire, ne sont pas très chauds. Cette question polémique du saut d'index pourrait se résoudre d'elle-même cependant : la Belgique connaît une période d'inflation négative, ce qui a pour effet (en résumé) de rendre inutile un saut d'index.</p>	<p>Tout le cœur du problème...</p> <p>Arbitrages douloureux. Le futur gouvernement doit réaliser plus de 10 milliards d'économies. En outre, il doit trouver des ressources nouvelles et faire des coupes dans les dépenses pour payer les mesures “positives” annoncées ces dernières semaines par diverses fuites plus ou moins volontaires : baisses des charges sociales, baisse des impôts... Cela coûtera aux caisses de l'Etat énormément d'argent. Les “suédois” travaillent donc d'arrache-pied pour trouver un équilibre entre les idées de leur programme gouvernemental et toutes ces contraintes financières. Il faut faire des choix, renoncer à certaines choses... L'ensemble de ces arbitrages politiques fait mal aux partenaires.</p>

Le CD&V est le moins à droite des quatre partenaires

Le CD&V est le maillon faible de la coalition", nous disait un libéral, il y a quelques jours. "Il joue le rôle du PS dans le gouvernement." Une attitude qui agace ses trois partenaires (MR, Open VLD, N-VA). Sa volonté paraît claire, en effet, d'imprégner l'accord de majorité d'accents sociaux, notamment en matière de fiscalité ou d'allocations de chômage. "Disons que c'est le parti le moins à droite des quatre en présence", nuance Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Mais le constat est là : "le CD&V est isolé", commente Dave Sinar-det, politologue à l'Université d'Anvers.

Tous des ACW

"C'est une nouvelle situation pour le CD&V, poursuit ce dernier, car il a toujours été plus ou moins au centre dans les coalitions. Ici, il est seul face à trois partis libéraux – ou avec des propositions libérales, en ce qui concerne la N-VA. En 2007, lors de l'Orange bleue, Herman Van Rompuy disait que, dans une coalition de droite, tout le CD&V est ACW", en référence à l'aile gauche du parti, très proche du mouvement ouvrier chrétien flamand. "Déjà à ce moment-là, le parti mettait sur la table des propositions qu'on attend davantage dans le chef du PS. Mais il avait encore le CDH avec lui, qui est plus à gauche."

Aujourd'hui, les sociaux-chrétiens flamands doivent se découvrir. "Le CD&V se trouve dans un rôle où il doit engranger des acquis sociaux", analyse le politologue anversoïse. "Ce n'est pas dans son ADN d'être idéologiquement à la marge d'une coalition. Il ne peut plus se réfugier derrière le CDH et le PS et, lorsqu'il parle au Voka (NdLR, le patronat flamand), dire que tout est de la faute des socialistes... Notez toutefois que le CD&V a

fait une campagne électorale plutôt de centre gauche, se disant probablement que les voix de droite allaient de toute façon à la N-VA..."

"Le CD&V est le seul qui a des relais auprès des interlocuteurs sociaux, que ce soit l'ACV (NdLR, pendant flamand de la CSC) ou les mutualités chrétiennes", complète Pascal Delwit. "En Belgique, il est très difficile de former un gouvernement si on se met à dos les syndicats et les mutuelles. Si les signaux de l'ACV et des mutualités chrétiennes, qui lui font passer des messages sont totalement ignorés, cela risque de mettre en péril l'exécutif"

"En outre, ajoute-t-il, je n'exagère pas en disant que le CD&V a son destin en jeu. Si les deux mouvements se désolidarisent complètement de lui, que le parti passe sous la barre des 15 % de voix, il pourrait finir par disparaître..."

C'est dans cette logique que le dossier Arco révèle toute son importance. "Ce dossier est un point nodal pour le CD&V", estime M. Delwit. Il ne peut pas sortir de la négociation sans un accord à ce propos, quitte à devoir faire des concessions dans d'autres domaines."

Arco, ACV, ACW, les mutualités chrétiennes, également l'enseignement catholique flamand, voire même l'Unizo (les classes moyennes) dans une moindre mesure... On perçoit à quel point le CD&V est mis sous pression par tout le tissu social-chrétien flamand dont il dépend en tant que représentant politique. "Tout est lié", estime le politologue de l'ULB.

Mais, selon lui, le parti peut se permettre de faire monter les enchères. "Il est politiquement dans une situation intéressante parce qu'il est incontournable. Il est de tous les scénarii possibles de coalition." Même si la "suédoise" devait tomber.

Où est l'homme fort ?

Selon MM. Sinar-det et Delwit, dans un tel contexte, l'avenir du gouvernement n'est pas rose... Outre les crispations du CD&V, ils pointent les tensions plus ou moins fortes entre l'Open VLD et le parti de Wouter Beke; entre les libéraux flamands et la N-VA; au sein même du MR entre "michelien" et "reyndersien"; entre Didier Reynders et le CD&V; ainsi que le déséquilibre total dans la façon dont les Communautés seront représentées; et "l'absence de l'homme fort au sein du gouvernement", à savoir le président de la N-VA, Bart De Wever. Ça fait beaucoup...

"Ceci dit, et c'est l'un des paradoxes de la politique, conclut Pascal Delwit, le cumul des fragilités peut devenir une force", parce que chaque parti a plus à perdre qu'à gagner à faire tomber le gouvernement. Verdict dans cinq ans.

Antoine Clevers

Arco, ACV, ACW, les mutualités chrétiennes [...] Le CD&V est mis sous pression par tout le tissu social-chrétien flamand.